



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle des
personnes placées sous main de justice**

**Service de l'emploi pénitentiaire
Régie industrielle des établissements pénitentiaires**

**Cahier des Clauses Administrative Particulières (C.C.A.P.)
n° 11/10102025**

MARCHES PUBLICS INDUSTRIELS

Personne Publique / Pouvoir Adjudicateur – auteur du marché :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Agence du Travail d'Intérêt. Général et d'Insertion . Professionnelle des personnes placées sous-main de justice **(A.T.I.G.I.P)**

Service de l'Emploi Pénitentiaire **(S.E.P)**

Régie Industrielle des établissements Pénitentiaires **(RIEP)**

11, Rue Louisa Paulin

19015 TULLE

www.sep.justice.gouv.fr

Objet de la consultation :

Fourniture livraison et installation et mise en service opérationnelle d'une fabrique d'aliments du bétail, destiné à l'exploitation agricole ATIGIP-RIEP du centre de détention de CASABIANDA (Corse).

Etendue de la consultation :

Le présent **appel d'offres est ouvert** et est soumis aux dispositions des articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Le présent C.C.P. comporte 9 pages numérotées de 1 à 10,

Sommaire

Article premier - OBJET DU MARCHE	3
1.1 - Le présent marché porte sur :	3
1.2 – Variantes.....	3
1.3 – Allotissement.....	3
Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	3
2.1 – Description générale des produits à fournir.....	3
Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
Article 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE	3
4.1 Type de marché	3
4.2 Durée du marché	3
Article 5 – Délais d’exécution.....	4
Article 6 – CONDITIONS DE LIVRAISON	4
6.1 Modalité et lieu de livraison	4
6.2 Emballage et transport.....	4
Article 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	4
7.1 Conformité des machines	4
7.2 Garantie – SAV	4
7.3 Formation	5
7.4 Considérations sociales	5
7.5 – Considérations environnementales	5
Article 8 – PENALITES.....	5
8.1- Pénalité de retard.....	6
Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS	6
9.1 Vérifications	6
9.2 Décision après réception.....	6
Article 10 – RETENUE DE GARANTIE	6
Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	7
11.1 Nature du prix.....	7
Article 12 - AVANCE ET ACOMPTES	7
Article 13 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT.....	7
13.1 Facture.....	7
13.2 Mode de règlement – Délai de paiement	7
13.3 Origine du paiement	8
Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE.....	8
14.1 Résiliation.....	8
14.2 Loi applicable	8
14.3 – Différends	8
Article 15 – DISPOSITIONS DIVERSES	9
Article 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	9
16.1 Dérogations au C.C.A.G.....	9

Article premier - OBJET DU MARCHE

1.1 - Le présent marché porte sur :

Fourniture livraison et installation et mise en service opérationnelle d'une fabrique d'aliments du bétail, destiné à l'exploitation agricole ATIGIP-RIEP du centre de détention de CASABIANDA (Corse).

Au titre de ce marché, le titulaire réalise les prestations suivantes :

- la fourniture du matériel ;
- la livraison **franco de port et d'emballage** dans les locaux de l'exploitation agricole ;
- les opérations de déchargement, d'installation et de mise en service opérationnelle (y compris l'ancrage de la machine au sol si besoin) ;
- la formation des opérateurs à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation;
- Le SAV pendant toute la durée de la garantie ;
- l'arrivée des fluides (électricité, air comprimé, aspiration etc... au plus près de la machine est à la charge de l'ATIGIP RIEP. Les branchements sont à la charge du titulaire. Les candidats doivent préciser, dans leur offre, leurs besoins en la matière.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

1.2 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.3 – Allotissement

Le présent marché est conclus sous forme d'un marché globale non alloti

Article 2 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

2.1 – Description générale des produits à fournir

La description des prestations est indiquée de manière détaillée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°11/10102025.

Article 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG / MPI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe AE " Offre de prix " ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le mémoire technique du soumissionnaire ;
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics Industriels (arrêté du 30 mars 2021) ;

Article 4 – FORME ET DUREE DU MARCHE

4.1 Type de marché

Le marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

4.2 Durée du marché

Le marché est passé pour une durée allant de la date de notification jusqu'à la fin de la période de garantie du matériel.

Article 5 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution est conforme à celui indiqué par le candidat dans l'annexe acte d'engagement.

Les délais indiqués dans les documents du marché et l'offre du titulaire s'entendent en jour calendaire.

Le délai devient contractuel à la notification du marché.

Article 6 – CONDITIONS DE LIVRAISON

6.1 Modalité et lieu de livraison

Le matériel est à livrer franco de port et d'emballage dans les locaux de l'exploitation agricole ATIGIP RIEP de CASABIANDA dont l'adresse est la suivante.

**Exploitation agricole SEP/ RIEP
Centre de Détention de CASABIANDA
20270 ALERIA**

La particularité de l'exploitation agricole ATIGIP RIEP est sa situation dans l'enceinte d'établissements pénitentiaires.

Pour ces raisons, les livraisons s'effectueront sous certaines conditions qui seront précisées avant la livraison. L'accès aux établissements pénitentiaires étant en effet subordonné à autorisation.

Avant toute livraison, il est impératif que le titulaire prenne contact avec le responsable du site afin de se faire préciser les modalités d'horaires et d'accès à l'établissement.

Le titulaire ne peut en aucun cas déroger aux conditions d'accès.

6.2 Emballage et transport

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison.

Le matériel est livré franco de port et d'emballage à l'adresse indiquée dans l'article 6.1 du présent CCAP. Les opérations de chargement, déchargement, d'emballage et déballage sont à la charge du titulaire.

Le titulaire assume la responsabilité des avaries qui pourraient survenir en cours de transport et déchargement par suite de défaut ou d'insuffisance de conditionnement et d'emballage.

Article 7 – OBLIGATION DU TITULAIRE

7.1 Conformité des machines

Le titulaire doit fournir :

- Une signalétique conforme apposée de manière distincte sur le matériel pour prévenir des risques inhérents à l'utilisation. Une documentation technique relative aux procédures à respecter pour une utilisation en toute sécurité.
- Une déclaration CE de conformité.
- Une notice d'utilisation prévoyant notamment les informations, pour le réglage, la maintenance et la sécurité, ainsi que les plans et schémas.

Tous les documents sont rédigés en français.

7.2 Garantie – SAV

En application des dispositions du chapitre IV du CCAG-MPI, le matériel est garanti au minimum un an pièces, main d'œuvre et déplacement (hors pièces d'usure).
Le délai d'intervention et de réparation dans le cadre du SAV est à indiquer dans l'annexe AE «Offre de prix».

Par ailleurs, les candidats précisent : la durée de disponibilité des pièces détachées du matériel proposé ; les conditions et l'organisation du SAV : Moyen d'intervention, assistance téléphonique, déplacement d'un technicien ; profil ou CV des techniciens ; délai de fourniture des pièces détachées.

Les conditions et description de la garantie et SAV, des candidats sont indiquées dans l'annexe AE « Offre de prix ».

ATTENTION : Le non-respect du délai d'intervention sur lequel le titulaire s'est engagé (cf. Annexe A.E. offre de prix) entraînera, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300,00 € par tranche de 24 heures de retard. Par ailleurs l'ATIGIP-RIEP se réserve la possibilité de faire intervenir un tiers, dans cette hypothèse cette intervention sera supportée financièrement par le titulaire défaillant. De plus en cas d'intervention d'un tiers, les conditions contractuelles de garanties proposées par le titulaire, restent inchangées et continuent à s'appliquer.

Tous dommages éventuels de toute nature occasionnés par l'intervention du prestataire, à tout ou partie de l'appareil de production de l'atelier, ainsi que les pertes d'exploitation consécutives, donneront lieu à réparation intégrale à la charge du prestataire.

7.3 Formation

Le titulaire assurera la formation des utilisateurs lors de la mise en service du matériel. La prestation inclut la formation à l'utilisation, à la maintenance et à la programmation pour deux personnes minimums.

La durée de la formation ainsi que le nombre de participants sont indiquées dans l'Annexe AE « Offre de prix ».

Les supports papier et/ou fichiers informatiques pour la formation et la notice technique détaillée (manuel d'utilisation, nomenclature des pièces détachée, manuel d'entretien etc. **sont rédigés en français.**

7.4 Considérations sociales

Le titulaire du marché s'engage, pendant toute la durée d'exécution du contrat, à respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

- Ne pratiquer aucune discrimination fondée sur le sexe dans le recrutement, la rémunération, la formation, l'évolution professionnelle ou les conditions de travail de ses salarié-e-s.
- Mettre en œuvre des actions favorisant l'égalité professionnelle (ex. : sensibilisation, plan d'action, indicateurs internes).
- Fournir, à la demande de l'acheteur public, tout document permettant de vérifier le respect de ces engagements (ex. : index égalité femmes-hommes, rapport de situation comparée, plan d'égalité).

7.5 – Considérations environnementales

Le titulaire du marché s'engage à respecter les exigences suivantes :

- Le matériel fournis doit être conformes aux normes européennes en vigueur.
- Les équipements devront présenter une consommation énergétique optimisée et, lorsque cela est possible, intégrer des dispositifs d'arrêt automatique ou de régulation en fonction de l'usage.
- Utiliser des matériaux, équipements et procédés à faible impact environnemental, limitant la consommation d'énergie, d'eau et les émissions polluantes ;
- Favoriser l'emploi de produits recyclés, recyclables ou issus de ressources renouvelables ;
- Mettre en place un tri sélectif des déchets issus de la fabrication, du conditionnement et de l'installation ;
- Le titulaire proposera un plan de maintenance préventive visant à allonger la durée de vie des systèmes et à réduire la production de déchets.

Article 8 – PENALITES

8.1- Pénalité de retard

Le délai de livraison est conforme au délai mentionné par le candidat dans son offre : annexe " AE offre de prix ".

En cas de dépassement du délai de livraison contractuel, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = VR / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ;

R = le nombre de jours de retard.

Le point de départ des pénalités est fixé à la date de fin du délai prévu par le titulaire en jours calendaires. Les pénalités prendront fin à la date de signature du procès-verbal de réception.

Le cumul des pénalités est plafonné à 20% du montant du marché.

Au-delà de trente jours de retard, la résiliation du marché peut être prononcée par le l'ATIGIP, sans mise en demeure préalable et sans indemnité.

Les délais mentionnés sont décomptés en jour calendaire.

Article 9 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS

9.1 Vérifications

Les opérations de vérification visant à constater le bon fonctionnement et la conformité du matériel sont effectuées sur site par un personnel ATIGIP ou un organisme habilité, le cas échéant en présence du titulaire lors de la mise en service

Par dérogation à l'article 33 du CCAG.MPI, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

9.2 Décision après réception

Suite aux vérifications de bon fonctionnement et de conformité du matériel et à l'acceptation des documents remis par le titulaire, les décisions de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG-MPI (arrêté du 30/03/2021).

Chaque décision de rejet **doit être confirmée par voie expresse au titulaire.**

Toute action corrective liée à une décision de rejet est entièrement à la charge du titulaire.

L'enlèvement des équipements rejetés est entièrement à la charge du titulaire.

L'admission est prononcée sous réserve de vices cachés.

La réception fait l'objet d'un procès-verbal contresigné par le titulaire et les représentants de l'ATIGIP.

L'émission de la facture ne peut être réalisée qu'après signature du procès-verbal de réception.

Article 10 – RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera appliquée conformément aux articles R 2191-33 à R 2191-35 à R 2191-36 à R 2191.42 du code de la commande publique.

Cette retenue de garantie est effectuée à hauteur de 3 % du montant du marché et sera appliquée pour une durée d'un an à compter de la signature du procès-verbal de réception.

À réception de la facture, un premier virement de 97 % du marché sera effectué et à l'issue de la période de

retenue de garantie, un second virement de 3 % sera établi si aucune réserve n'a été mentionnée au titulaire. Cette retenue de garantie peut être remplacée par une « garantie à première demande », conformément à l'article R 2191-36 à R 2191.42 du code de la commande publique

Article 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 Nature du prix

Le prix est global et forfaitaire, ferme et définitif et est conclu en euros.

Pour ce marché, le prix comprend l'acquisition, la livraison, l'installation, la formation, la garantie, le service après-vente et les déplacements.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais relatifs à l'emballage, à l'assurance, à la manutention, au transport jusqu'au lieu de livraison, frais d'intervention et de déplacement inclus.

Article 12 - AVANCE ET ACOMPTES

Sauf renoncement porté à l'acte d'engagement, une avance de 5% peut être versée au titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du code de la commande publique. Une facture devra être établie par le titulaire pour toute demande d'avance.

Des acomptes peuvent être versés conformément aux articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique. Toute demande d'acompte devra faire l'objet d'une facture. Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (livraison partielle) ouvrent droit au versement d'acomptes.

Article 13 – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE - PAIEMENT

13.1 Facture

Les factures sont établies en 1 original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Numéro de marché ou avenant ;
- Référence du bon de commandes ;
- Détail des fournitures livrées ;
- Montant hors taxes – taux de TVA - Montant TTC ;
- Date de facturation,
- Le code de nomenclature douanière (en cas d'absence de cette information la facture pourra être retournée à son émetteur afin d'être complétée)

Les factures sont identifiées au nom de : **ATIGIP RIEP – 11, rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 Tulle et postées sur le portail Chorus pro selon les précisions (références de la commande) indiquées dans les bons de commande. Chaque facture doit faire référence à un seul bon de commande.**

Les factures ne sont acceptées qu'après l'admission des prestations. Toute facture non conforme aux présentes dispositions sera rejetée par l'administration.

13.2 Mode de règlement – Délai de paiement

Le mode de règlement choisi par l'administration contractante est le virement. Les références du ou des comptes à créditer sont indiquées à l'acte d'engagement et un RIB correspondant doit être joint.

A l'exception du délai de paiement, les modalités de règlement sont soumises aux dispositions du CCAG-MPI.

Les paiements sont réalisés conformément aux Chapitres I et II du titre IX du livre I du code de la commande

publique (Le délai de paiement prend effet à compter de la date de réception de la facture par l'administration contractante, et se termine à la date de mise en paiement par le comptable assignataire.)

13.3 Origine du paiement

La **RIEP est un service de l'Etat** organisé sous la forme d'un compte spécial du Trésor créé par la loi n° 501615 du 31 décembre 1950, compte n° 909.

Comptable assignataire : L'agent Comptable de la R.I.E.P. 11 Rue Louisa Paulin – BP 534 – 19015 TULLE
CEDEX - 05.55.29.99.32

Article 14 – RESILIATION ET LOI APPLICABLE

14.1 Résiliation

Le marché peut être résilié en application des conditions mentionnées dans le chapitre 6 du CCAG – MPI.

14.2 Loi applicable

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Limoges est seul compétent.

Toutes les correspondances ainsi que tous les documents relatifs au marché sont rédigés en français.

La monnaie du marché est l'euro. L'acte d'engagement, la proposition financière, les factures etc. devront obligatoirement être chiffrées dans cette monnaie.

14.3 – Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1. Principes communs au règlement amiable des différends
- . Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- . Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics. Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations. Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles. Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2. Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de:

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Article 15 – DISPOSITIONS DIVERSES

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de communiquer les documents relatifs à l'article **R324-4 du Code du travail** modifié par le décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005.

Tout changement, de statut ou forme juridique, du titulaire doit être communiqué sans délai et par écrit à l'attention de l'ordonnateur de l'ATIGIP.

Article 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

16.1 Dérogations au C.C.A.G.

Article CCAP	Article CCAG
Article 3	Article 4.1
Article 8	Article 14.1
Article 9	Article 22.3

Signature et cachet du candidat